



## **La Mairie de Champs-sur-Marne fait le choix de l'illégalité pour quelques voix aux élections municipales**

Champs sur marne, connaît depuis plusieurs années une importante implantation de bidonvilles.

Depuis une semaine la tension est palpable : des agents municipaux (ASVP) passent tous les jours, voire plusieurs fois par jour, sur certains bidonvilles pour mettre une très forte pression sur les habitants. Les Roms doivent partir au motif que l'expulsion serait pour bientôt, et "qu'il ne doit plus y avoir de Roms sur la commune avant le premier tour"

Vendredi 21 mars, alors que nous avons validé auprès des services de la préfecture que l'expulsion n'interviendrait qu'après que le diagnostic social ait été réalisé et qu'une solution d'urgence minimum permettant de mettre ces personnes à l'abri ait été trouvée, la collectivité locale, est intervenue de sa propre initiative pour expulser les habitants du bidonville et détruire leurs baraques. Ni la préfecture, ni le Sous-Préfet en charge de ce dossier au niveau de l'Ile de France, ni les services de la Police Nationale n'étaient au courant de cette initiative locale, totalement illégale, et mettant en danger la vie de ces personnes, pour certaines handicapées, gravement malades, avec des enfants en bas âge, etc...

Le secrétaire général adjoint de la Mairie, présent sur place, ne pouvait pas ignorer, l'illégalité de cette intervention, car, nos militants présents sur place à ce moment l'ont informé qu'il n'avait ni le droit, ni le pouvoir de se substituer aux forces de police, et alors que le dernier tract de la Maire sortante, expliquait parfaitement les règles de droit vis-à-vis de ces situations.

Avertis par nos soins, le Sous-préfet de région en charge de ces dossiers, la Direction Départementale de la Cohésion sociale, et les services du 115, ont alors fait le nécessaire pour tenter de trouver des solutions d'hébergement pour ces personnes jetées à la rue par la collectivité locale, sans qu'aucune recherche de solution n'ait été envisagée par cette dernière. Vendredi soir à 23 heures, il nous a bien fallu nous rendre à l'évidence : Les personnes n'allaient pas pouvoir être hébergées, ne serait-ce que pour une nuit. Elles ont donc passé la nuit dans le bois, avec pour seule protection une bâche plastique pour les abriter de la pluie.

Malgré de très nombreux courriers adressés à toutes les instances politiques locales, il n'a jamais été possible d'envisager une action concertée avec ces différents responsables locaux pour tenter de trouver une solution collective et humaine à ces situations de très grande misère.

Depuis, les décisions de justice se suivent et se ressemblent: expulsion sur expulsion, mettant chaque fois à mal tout le travail d'accompagnement réalisé par notre collectif. Lorsqu'une expulsion est ordonnée par la justice, la force publique mobilisée par la préfecture, les familles quittent les lieux sans aucune violence, malgré l'immense désarroi que suscitent ces situations.

Nous, collectif Romeurope du Val Maubuée, militants de la cause humaine et pour le respect des droits de nos concitoyens, ne pouvons laisser ces agissements d'une autre époque impunis. Nous

prendrons les mesures que ces pratiques imposent afin que cessent ces voies de faits et la mise en danger d'autrui commanditées par des institutions publiques.

Contact : 06 88 08 80 17

[csrmlv@gmail.com](mailto:csrmlv@gmail.com)